



**30-04-2019 – 12H – 18H30 – VUB BRUSSELS**

**BRANDBEVEILIGING IN GEBOUWEN EN DE GEVOLGEN VOOR TECHNISCHE INSTALLATIES**

**LA PROTECTION INCENDIE DANS LES BÂTIMENTS ET SON IMPACT SUR LES INSTALLATIONS TECHNIQUES**



# Résumé du cadre réglementaire en matière de sécurité incendie

Par Jean-Philippe Vérifier (SECO)

# Contenu de la présentation

- A. Arrêté Royal « Normes de Base »
- B. RGPT & Code du Bien Être
- C. Règlementations spécifiques pour des catégories de bâtiments particuliers
- D. Prise en compte des exigences du Service d'Incendie
- E. Demandes de dérogation
- F. 3 exemples

## **A. ARRÊTÉ ROYAL « NORMES DE BASE »**

# AR « Normes de Base » du 7.7.1994

- ≠ Norme (NBN, EN) mais bien un arrêté royal
- **S'applique:**
  - aux bâtiments « **à construire** »
  - aux **extensions** de bâtiments « **existants** »
- **Ne s'applique pas:**
  - aux bâtiments « **existants** »
  - aux « **rénovations** »
- Compétence du SPF Intérieur
- Application sous la **responsabilité du Maître d'Ouvrage**

# AR « Normes de Base » du 7.7.1994

- Dispositions générales (articles 1 à 7) = 2 pages
- 11 annexes = 239 pages
  - Terminologie (annexe 1)
  - Bâtiments non industriels
    - Bâtiments bas (annexes 2 et 2/1)
    - Bâtiments moyens (annexes 3 et 3/1)
    - Bâtiments élevés (annexes 4 et 4/1)
    - Réactions au feu (annexe 5 et 5/1)
    - Dispositions communes, càd applicables aux bâtiments bas, moyens et élevés (annexe 7)
  - Bâtiments industriels (annexe 6)

# Bâtiments "existants" >< Bâtiments "à construire"

	26.05.1995 (*)	01.01.1998 (*)	15.08.2009 (*)	01.12.2012 (*)
B.E. (h > 25 m)	/	Annexes 1, 4, 5 en 7		Annexes 1, 4/1, 5/1 en 7
B.M. (h: 10 → 25 m)	/	Annex 1, 3, 5 en 7		Annexes 1, 3/1, 5/1 en 7
B.B. (h < 10 m)	/	Annexes 1, 2, 5 en 7		Annexes 1, 2/1, 5/1 en 7
Bâtiments Industriels	/		Annexes 1, 6 en 7	
	BÂTIMENTS "EXISTANTS"		BÂTIMENTS A CONSTRUIRE	

(\*) Date d'introduction de la demande de construction (P.U.)

## « Extension » vs « Rénovation »

- « Extension » = travaux ayant pour conséquence
  - Soit l'augmentation du volume d'un bâtiment
  - Soit l'augmentation de la surface des planchers à l'intérieur d'un même volume (jurisprudence SPF Intérieur)
    - Exemple: création d'une mezzanine dans un ancien bâtiment industriel
- « Rénovation » = travaux ...
  - 1° qui concernent un bâtiment « existant »
  - 2° sans augmentation du volume
  - 3° sans augmentation de la surface des planchers



# Exemples

- Exemple 1:
  - 1<sup>er</sup> permis d'urbanisme en 1990: bâtiment R+4
  - 2<sup>ème</sup> permis d'urbanisme en 2019:
    - On démolit les niveaux +3 et +4
    - On reconstruit les niveaux +3 et +4 et on crée une extension (+5 et +6)
  - L'AR du 7.7.1994 s'applique aux **niveaux +3, +4, +5 et +6**
  - Les éventuels travaux dans les niveau +0, +1 et +2 sont considérés comme de la rénovation.
- Exemple 2:
  - 1<sup>er</sup> permis d'urbanisme en 2000: bâtiment R+4
  - 2<sup>ème</sup> permis d'urbanisme en 2019: extension avec un 5<sup>ème</sup> étage
  - L'AR du 7.7.1994 s'applique à l'**ensemble du bâtiment !!!**

# AR 7.7.1994: dernières modifications

- Modifications en 2012
  - Nouvelles annexes \*\*\*/1
- Modifications en 2016 (applicables depuis le 1.4.2017)
  - Nouvelles alternatives de conceptions (≈ diminution des exigences)
    - Nouvelles possibilités de bureaux paysagers, moyennant la présence de sprinklers et de détection incendie
    - Dans les parkings: possibilité de remplacer certains sas (2 portes EI<sub>1</sub>30) par des portes uniques (EI<sub>1</sub>60)
    - Possibilité de réaliser des triplex (non considérés comme atriums, c.à.d. sans sprinkler ni EFC)
    - Sas ascenseurs de 0 m<sup>2</sup> autorisés
    - Possibilité de supprimer les sas ascenseurs à certains niveaux
  - Nouvelles exigences
    - Sas: limitation très stricte du contenu (idem cages d'escalier BM et BE)
    - Ascenseurs prioritaires: nouveaux équipements requis

## AR 7.7.1994: futures modifications

- Futures règles pour les parkings
  - Actuellement en cours de dernière relecture dans un GT au SPF Intérieur
  - Principes:
    - Globalement plus sévère
      - Mesures de protection active requises pour les plus petits parkings (250 m<sup>2</sup> à 2500 m<sup>2</sup>)
      - Sprinklers et EFC pour les parkings très grands ou particulièrement profond
    - Choix alternatifs pour les parkings de taille et de profondeur intermédiaires :
      - Sous-compartimentage
      - EFC (désoenfumage)
      - Sprinklers

## **B. RGPT ET CODE DU BIEN-ÊTRE**

# Cadre réglementaire belge: RGPT article 52

- RGPT: Règlement Général pour la Protection du Travail
  - Article 52 concerne la sécurité incendie
- Application: bâtiments occupés par des travailleurs
  - Bâtiment de bureau: **OUI**
  - Hôtels: **OUI**
  - Ecoles: **OUI**
  - Immeubles de logement: **NON**
    - Le personnel de maintenance n'est pas pris en compte (occupation sporadique)
- Modifié en 2014 (AR du 28.03.2014)
- Compétence du SPF Emploi, Travail et Concertation Sociale
- Application sous la **responsabilité de l'Employeur**

# Cadre réglementaire belge: RGPT article 52

- Classement des locaux en 3 groupes
  - 1<sup>er</sup> groupe:
    - Magasins pour la vente au détail  $\geq 2000 \text{ m}^2$
    - Liquides avec un point éclair inférieur à  $21^\circ\text{C}$  :  $\geq 50$  litres
    - Liquides avec un point éclair  $21^\circ\text{C} \dots 50^\circ\text{C}$  :  $\geq 500$  litres
    - Récipients concernant du gaz:  $\geq 300$  litres
  - 2<sup>ème</sup> groupe: voir tableau
  - 3<sup>ème</sup> groupe: solde
- Exigences relatives au compartimentage , à la stabilité au feu, ... parfois plus sévères que les Normes de Base !!!

# Cadre réglementaire belge: RGPT article 52

Nature du dépôt ou du local	quantité	Groupe
Liquides inflammables dont le point d'éclair $\leq 21^{\circ}\text{C}$	$< 50 \text{ l}$	III
	$\geq 50 \text{ l}$	I
Liquides inflammables dont le point d'éclair $> 21^{\circ}\text{C}$ et $\leq 50^{\circ}\text{C}$	$< 500 \text{ l}$	III
	$\geq 500 \text{ l}$	I
Liquides inflammables dont le point d'éclair $> 50^{\circ}\text{C}$ et $\leq 100^{\circ}\text{C}$	$< 3.000 \text{ l}$	III
	$\geq 3.000 \text{ l}$	II
Matières solides très inflammables (Mg, Na, ...) au contact de l'eau	$< 50 \text{ kg}$	III
	$\geq 50 \text{ kg}$	I
Gaz combustibles comprimés liquéfiés ou dissous	$< 300 \text{ l}$	III
	$\geq 300 \text{ l}$	I
Matières susceptibles de s'enflammer au contact d'une flamme et de propager rapidement l'incendie (tissus de coton, déchets de papier, paille sèche, ...) ou matières solides susceptibles de brûler rapidement et de dégager des gaz toxiques ou des quantités importantes de fumées (certains tissus ou objet en matière synthétique)	$< 1.000 \text{ kg}$	III
	$\geq 1.000 \text{ kg}$	II
Matières solides combustibles (papier en rames ou en rouleaux, carton, caoutchouc, tissus autres que ceux en laine, ...)	$< 10.000 \text{ kg}$	III
	$\geq 10.000 \text{ kg}$	II
Locaux avec une atmosphère explosive	-	I
Magasins pour la vente au détail dont la surface $\geq 2.000 \text{ m}^2$	-	I

# Cadre réglementaire belge: AR du 28.03.2014

- Suppression de certaines parties de l'article 52
  - Le contenu de ces articles a été retranscrit dans le Code du Bien-Être
  - La retranscription a remplacé les formulations prescriptives en formulations performantielles
    - Formalisation prescriptive: exigence rigide mais univoque
    - Formulation performantielle: pas d'exigence, mais un objectif à rencontrer
- Code du Bien-Être (Livre III, Titre III) = nouvelles obligations pour les employeurs:
  - Obligation de réaliser une **analyse des risques incendie** pour chaque bâtiment occupé par des travailleurs
  - Obligation de constituer un **dossier de prévention incendie** pour chaque bâtiment occupé par des travailleurs
    - Contenu (11 parties) **détail au slide suivant**



## Dossier de prévention incendie

1° le document visé à l'article 6 contenant les résultats de l'analyse des risques et les mesures de prévention;

2° le document décrivant l'organisation du service de lutte contre l'incendie;

3° les procédures établies en application de l'article 24;

4° le plan d'évacuation visé à l'article 14;

5° le dossier d'intervention visé à l'article 22;

6° les constatations faites à l'occasion des exercices d'évacuation visés à l'article 27, § 2, alinéa 2;

7° une liste des équipements de protection contre l'incendie disponibles sur le lieu de travail et leur localisation sur un plan;

8° les dates des contrôles et entretiens des équipements de protection contre l'incendie, des installations de gaz, de chauffage et de conditionnement d'air et des installations électriques ainsi que les constatations faites au cours de ces contrôles;

9° la liste des dérogations individuelles éventuelles accordées à l'employeur sur base de l'article 52 du Règlement général pour la protection du travail;

10° les avis rendus par :

a) le conseiller en prévention compétent, et le cas échéant, par le conseiller en prévention médecin du travail;

b) le Comité;

c) le service de secours public;

11° les informations qui ont éventuellement été transmises à la demande du service de secours public notamment, pour l'élaboration du plan d'urgence et d'intervention visé à l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention.

# AR 28.03.2014: Analyse des risques d'incendie

- 1° Identifier les risques d'incendie
  - Liés à l'exploitation du bâtiment et à l'usage de certains locaux
  - Non couverts / non pris en compte par la réglementation
  - Liés à l'âge du bâtiment, à la vétusté des équipements et installations de sécurité incendie
- 2° Classer les risques d'incendie en fonction:
  - De leur probabilité d'occurrence
  - De la gravité de leur conséquence
- 3° Recommander des mesures en vue de supprimer ou de réduire les risques
- L'analyse des risques d'incendie est réalisée par le Service de Prévention (interne ou externe) ou son mandataire (bureau spécialisé).
- Le rapport d'analyse des risques incendie doit être présenté au CPPT afin que les mesures de prévention suggérées soit traduites dans un plan d'action concret (budget, planning, répartition des tâches, ...).



## **C. RÈGLEMENTATIONS SPÉCIFIQUES POUR DES CATÉGORIES DE BÂTIMENTS PARTICULIERS**

# Règlementations de sécurité incendie spécifiques

- Il existe des réglementations fédérales ou régionales pour les catégories de bâtiments suivants:
  - Etablissements touristiques
  - Ebergements pour personnes âgées
  - Hôpitaux
  - Dancing
  - Stade de football
  - Parking avec véhicules LPG
  - Crèches
  - Ecoles
    - Bien qu'il ne s'agisse pas formellement d'une réglementation, la NBN S21-204 (encours de révision) est systématiquement rendue obligatoire par les Services d'Incendie.
- Ces réglementations sont différentes selon la région (autorité compétente ≠)

## **D. PRISE EN COMPTE DES EXIGENCES DU SERVICE D'INCENDIE**

# Service d'Incendie : circulaire du 18.01.2017

- Remplace les circulaires du 18.06.1991 et du 17.11.2009.
- Concerne les rapports de prévention incendie et la mission d'avis par les zones de secours
- Rapport de prévention
  - A la demande d'une autorité (préalablement à l'octroi d'une autorisation)
  - Cadre:
    - Soit un permis de construire
    - Soit une autorisation d'exploiter, d'organiser un événement, ...
  - Conclusions
    - Soit favorable
    - Soit favorable moyennant des conditions supplémentaires
    - Soit défavorable
    - Soit impossibilité de conclure du fait que certaines informations essentielles sont manquantes

# Rapport de prévention incendie: principes

- « Chacun doit respecter la loi »
  - Une déclaration de conformité par le Service d'Incendie n'enlève aucune obligation au Maître d'Ouvrage
- Le contrôle du Service d'Incendie porte sur les points essentiels
  - Le contrôle n'est donc pas total
  - Si des informations ne sont pas visibles sur les documents contrôlés, le Service d'Incendie considère que ceux-ci sont conformes
- Contenu du rapport de prévention incendie
  - Rappel de la réglementation applicable
  - Identification des non-conformités
  - Exigences spécifiques

## Rapport de prévention incendie: exigences spécifiques

- Le Service d'Incendie peut-il demander plus que la réglementation applicable ?

**OUI** dans les cas suivants:

- Par défaut de réglementation
- S'il estime qu'un point est insuffisamment réglementé
- Le Service d'Incendie peut-il accepter moins que la réglementation applicable ?

**NON**, sur base du principe « Prescripteur = dérogateur »

- Sauf pour les exigences qu'il a émises lui-même



# Rapport de prévention du Service d'Incendie: procédure

- Wallonie et Flandre:
  - 1° Introduction de la demande de permis d'urbanisme (sans rapport du SI)
  - 2° Rapport de prévention incendie établi à la demande de la Commune
  - 3° Rapport de prévention incendie joint au permis d'urbanisme (et rendu obligatoire par celui-ci)
- Région Bruxelles-Capitale:
  - 1° Rapport de prévention incendie établi à la demande du Maître d'Ouvrage
  - 2° Introduction de la demande de permis d'urbanisme (à laquelle est joint le rapport du SI)
  - 3° Rapport de prévention incendie joint au permis d'urbanisme (et rendu obligatoire par celui-ci)

CHANGEMENT  
IMMINENT (2019)

## Rapport de prévention du Service d'Incendie: **Ce qu'il faut retenir !**

Un rapport de prévention incendie est basé sur un contrôle par sondage portant sur les points essentiels.

### Conséquences:

- Un avis du Service d'Incendie sans remarque ne signifie pas que le projet est conforme
- Modifier un projet sur base des seules non-conformités identifiées par le SI ne suffit pas.
- La vérification de la conformité du projet et de son exécution conforme reste une responsabilité du Maître d'Ouvrage et de ses conseils (architecte, bureau d'étude)

## **E. DEMANDES DE DÉROGATION**

# Quand et chez qui faut-il obtenir une dérogation?

- Quand un bâtiment ne respecte pas une ou plusieurs prescriptions d'une réglementation applicable au projet.
- Une demande de dérogation est toujours introduite auprès de l'autorité compétente
  - Non-conformité par rapport à l'AR « Normes de Base » → SPF Intérieur
  - Non-conformité par rapport au RGPT → SPF Emploi, Travail et Concertation Sociale
  - Non-conformité par rapport à l'AR Hôpitaux (AR 6.11.1979) → Autorité régionale
    - Ce n'est plus une compétence fédérale du SPF Santé Publique (réforme de l'Etat)
    - Exemple: En Flandres ...Vlaamse Overheid (Departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin)
  - Non-conformité par rapport à un Règlement de Police Communal → Bourgemestre
  - ...

# Demande de dérogation en 4 étapes

- ETAPE 1: l'AR du 7.7.1994 est-il d'application?
  - A tout ou une partie du bâtiment ?
- ETAPE 2 : screening du bâtiment
  - Les non-conformités peuvent-elles être évitées?
  - En cas de refus de la demande dérogation, existe-t-il un « plan B »?
- ETAPE 3: rédaction de la demande de dérogation
- ETAPE 4: analyse de la décision du SPF Intérieur

# Avantages et inconvénients d'une demande de dérogation

- **Avantages:**
  - Concept de sécurité incendie “sur mesure” (>< application de prescriptions “standard”)
  - Optimisation:
    - Eviter des mesures et des coûts sans « valeur ajoutée » (du point de vue de la sécurité incendie)
    - Proposer des mesures compensatoires moins chères et/ou plus pertinentes
- **Inconvénients:**
  - Une demande de dérogation demande du temps et de la compétence
  - Le Service d'Incendie est susceptible de donner un avis négatif dans l'attente de l'obtention de la dérogation
  - Probabilité de succès < 100%
    - Incertitude
    - Nécessité de prévoir un “plan B ” et de maintenir sa mise en œuvre possible
  - Possibilité que le SPF Intérieur émette des exigences supplémentaires

# Contenu d'un dossier de demande de dérogation

- Dossier à établir en 2 exemplaires papier
- Contenu du dossier:
  - Le formulaire de demande:
    - Données administratives
    - Tableau de synthèse des points de dérogations
  - Le dossier de demande de dérogation proprement dit:
    - La description du bâtiment (généralités, architecture, fonction, environnement, ...)
    - La description du concept de sécurité incendie (les particularités, hors points de dérogation)
    - Pour chaque point de dérogation:
      - La référence réglementaire (n° annexe et n° paragraphe + extrait du texte)
      - L'objet de la dérogation
      - L'argumentaire et les mesures compensatoires (pertinentes !!!)
  - Les annexes: plans, rapport du Service d'Incendie, photos, ...

# Demande de dérogation: aspects pratiques

- Document FAQ disponible sur [besafe.be](http://besafe.be) →→→
- A introduire par le Maître d'Ouvrage (ou son délégué)
- Quand ? A.S.A.P
- Chez qui? Au SPF Intérieur, Commission de Dérogation
- Timing:
  - Avant l'introduction au SPF Intérieur: présentation informelle au Service d'Incendie
    - Pas obligatoire, mais vivement recommandée
  - 15 jours après l'introduction du dossier: « dossier complet et recevable »
  - Ensuite le SPF Intérieur demande l'avis (non contraignant) du Service d'Incendie
    - Réponse endéans le mois
    - Absence de réponse: considéré comme favorable
  - Traitement par le SPF Intérieur: entre 5 et 7 mois
    - Discussion avec le SPF Intérieur: uniquement sur leur initiative







## G. 3 EXAMPLES

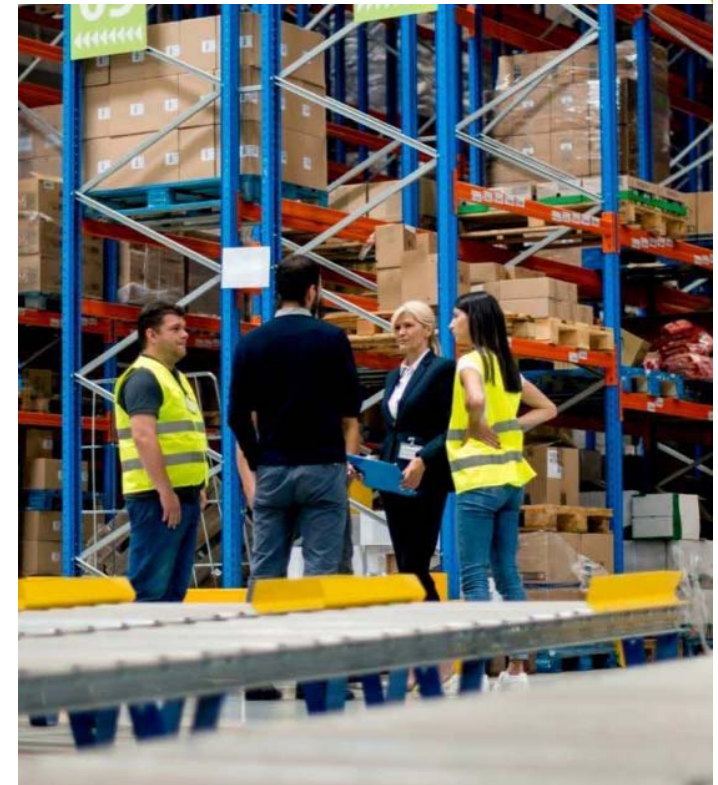
# Exemple 1: bâtiment de bureaux

- Bâtiment de bureau > 50 mètres (très élevé)
- AR du 7.7.1994 applicable ?  
**Oui**, si P.U. introduit à partir du 26.05.1995
- RGPT applicable ?  
**Oui**, car des travailleurs seront présent
- Exigences spécifiques du Service d'Incendie probables:
  - Détection incendie de type surveillance totale
  - Localisation du local reprenant les contrôles et commandes des installations HVAC et EFC (suppression des cages d'escalier, désenfumage des chemins d'évacuation et du parking)
  - Application anticipée des futures règles parking



## Exemple 2: bâtiment industriel

- Bâtiment industriel de stockage de 12.000 m<sup>2</sup>, avec 1000 m<sup>2</sup> de bureaux (bâtiment bas)
- AR du 7.7.1994 applicable ?
  - Partie bureaux (bâtiment bas): **Oui**, si P.U. introduit à partir du 1.1.1998
  - Partie industrielle: **Oui**, si P.U. introduit à partir du 15.08.2009
- RGPT applicable ?  
**Oui**, car des travailleurs seront présent
- Exigences spécifiques du Service d'Incendie probables:
  - Détection incendie de type surveillance totale
  - Localisation du local reprenant les contrôles et commandes des installations EFC, sprinklers et détection incendie
  - Pour la partie industrielle:
    - Demande de justification du classement du compartiment stockage (classe A, B ou C)
    - Demande de justification du type d'éléments porteurs (non structurels, structurels de type I ou de type II)



## Exemple 3: centre commercial

- Centre commercial (bâtiment moyen) avec mall de ca. 50.000 m<sup>2</sup> et parking
- AR du 7.7.1994 applicable ?
  - Oui, si P.U. introduit à partir du 26.05.1995
  - Compartiment > 2500 m<sup>2</sup> donc demande de dérogation (validation des installations sprinklers et EFC)
- RGPT applicable ?  
Oui, car des travailleurs seront présent
- Exigences spécifiques du Service d'Incendie probables:
  - Détection incendie de type surveillance totale
  - Présence permanente d'un superviseur pendant les heures d'ouverture

